

Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires en 2015

Distr. générale
20 avril 2015

Original : français

New York, 27 avril-22 mai 2015

Application du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et du paragraphe 4 c) de la décision de 1995 sur les principes et objectifs de la non-prolifération et du désarmement nucléaires

Rapport du Maroc

Contexte de la neuvième Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires

La neuvième Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, devant avoir lieu à New York du 27 avril au 22 mai 2015, se tient dans un contexte politique et sécuritaire international marqué essentiellement par :

- La détérioration de la sécurité internationale et l'exacerbation de la menace terroriste, en particulier au Moyen-Orient et dans l'espace sahélo-saharien;
- La léthargie continue des mécanismes de désarmement: la Conférence du désarmement n'est toujours pas en mesure d'adopter un programme de travail. La Commission du désarmement a clos un troisième cycle sans accord sur des recommandations en matière de désarmement nucléaire et de mesures de confiance dans le domaine des armes classiques;
- La poursuite du processus des conférences internationales sur les conséquences humanitaires des armes nucléaires avec l'élargissement du soutien à l'idée d'un instrument interdisant les armes nucléaires;
- L'absence de progrès tangible dans la mise en œuvre du plan d'action de la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires de 2010, notamment en matière de désarmement et le report continu de la conférence de 2012 sur une zone exempte d'armes de destruction massive au Moyen-Orient.

Cependant, il y a lieu de souligner les développements suivants :

- La poursuite de la mise en œuvre de l'accord bilatéral START II (Traité sur de nouvelles réductions et limitations des armements stratégiques offensifs) par les États-Unis d'Amérique et la Fédération de Russie;

15-06177X (F)



Merci de recycler



- La signature par les États dotés d'armes nucléaires du Protocole au Traité portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale (Traité de Semipalatinsk);
- La poursuite des efforts de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), notamment à travers son Programme de coopération technique, dans la promotion des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire à des fins de développement, conformément au droit inaliénable des États parties au Traité sur la non-prolifération à développer la recherche, la production et l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques, sans discrimination et en conformité avec les dispositions du Traité;
- Le régime de non-prolifération de l'AIEA, dont la composante principale demeure les accords de garanties généralisées, continue de prouver son efficacité, malgré les difficultés et les défis;
- L'accord-cadre entre le groupe des cinq plus un (P5+1) et la République islamique d'Iran représente un développement positif majeur dans les efforts visant à résoudre la question du programme nucléaire iranien;
- Le processus des Sommets sur la sécurité nucléaire a permis d'attirer l'attention sur l'impératif de la sécurisation des facilités nucléaires et du matériel radioactif et nucléaire. Le premier Sommet, à Washington, a permis d'identifier et de définir la menace du terrorisme nucléaire, et celui à Séoul a exploré d'autres priorités en matière de sécurité et sûreté nucléaires, notamment la sécurité des sources radioactives et la sécurité des informations relatives aux activités nucléaires. Le troisième Sommet, à La Haye, a maintenu le momentum politique et a renforcé la prise de conscience internationale sur l'impératif de la sécurité et la sûreté nucléaires.

La réussite de la neuvième Conférence d'examen dépendrait nécessairement de la volonté politique des États parties à trouver un terrain d'entente commun, pour aboutir à l'adoption d'un document final consensuel.

Le succès de la prochaine conférence nécessitera une grande flexibilité et une volonté politique pour trouver un terrain d'entente commun visant l'adoption d'un document final comportant des actions concrètes qui respectent l'équilibre subtil entre les trois piliers du Traité.

Cependant, il y a eu lieu de souligner que la simple réitération des mesures précédemment agréées ne constituerait pas une réussite. Le Traité sur la non-prolifération se trouvant à la croisée des chemins, des mesures novatrices et audacieuses sont requises pour préserver la crédibilité du Traité et l'intégrité des régimes qu'il a établis. Des propositions sont formulées en guise de conclusion à ce rapport.

Le Royaume du Maroc réitère que le Traité sur la non-prolifération constitue la pierre angulaire du régime de non-prolifération nucléaire et représente un instrument clef pour la préservation de la paix et de la sécurité dans le monde.

Renforcement de l'arsenal juridique et réglementaire national

Le Royaume du Maroc a conclu, depuis 1973, un accord de garanties généralisées avec l'AIEA dans le cadre du Traité sur la non-prolifération et a ratifié, le 5 mars 2011, un protocole additionnel à cet accord.

Le Royaume du Maroc est partie à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires depuis le 22 septembre 2002. L'amendement de 2005 à cette Convention est à sa phase finale de ratification après son approbation consécutive par le Conseil des ministres et le Parlement.

Le Maroc a adopté un texte de loi sur la responsabilité civile en cas de dommage nucléaire le 20 janvier 2005, alors qu'un décret d'application a été adopté en 2006, en même temps qu'un décret accordant la garantie de l'État au Centre national de l'énergie, des sciences et des techniques nucléaires qui exploite le réacteur de recherche.

Le Royaume du Maroc a promulgué, le 18 septembre 2014, la loi n° 142-12 relative à la sûreté et à la sécurité nucléaires et radiologiques et à la création de l'agence chargée d'en assurer le contrôle, l'objectif étant d'harmoniser l'arsenal juridique national avec les dispositions pertinentes des conventions internationales en la matière.

La loi n° 142-12 prévoit la création d'une autorité réglementaire nationale dont le mandat est d'assurer un contrôle étroit des matières nucléaires et les sources radioactives, d'en tenir l'inventaire et d'appliquer les mesures de sûreté et de sécurité. Le décret d'application portant création de cette agence est en cours de finalisation et son adoption est prévue en 2015.

Le Royaume du Maroc a poursuivi, dans ce contexte, le renforcement de son arsenal juridique en la matière par la promulgation, le 20 janvier 2015, d'un décret sur la sûreté du transport et la gestion des déchets dangereux, en conformité avec les dispositions pertinentes de la Convention sur la protection physique des matières nucléaires.

Le Maroc participe à la base de données sur le trafic illicite de l'AIEA et œuvre actuellement pour la mise en place d'un régime de contrôle des exportations des produits à double usage, en coopération avec les États-Unis d'Amérique et l'Union européenne.

Le Royaume du Maroc demeure convaincu, à travers son engagement infaillible, que la lutte menée contre le trafic illicite d'équipements ou de matériaux est de nature à empêcher les acteurs non étatiques à accéder aux armes de destruction massive ou à les fabriquer.

Contribution du Maroc au renforcement du régime international de non-prolifération

Le Maroc participe également aux efforts consentis pour aboutir à l'universalité du Traité sur la non-prolifération et des garanties généralisées de l'AIEA. Cette universalité est indispensable pour garantir l'efficacité du régime de non-prolifération.

Le Maroc, qui soutient le renforcement du régime de garanties de l'AIEA, continue de contribuer à tous les efforts pour réaliser cet objectif et souligne que l'AIEA doit disposer de tous les moyens nécessaires pour s'acquitter efficacement de son mandat en matière de garanties.

Le Maroc contribue à la promotion de l'application du Code de conduite sur la sûreté et la sécurité des sources radioactives et participe à l'échange d'expériences en matière de sa mise en œuvre.

Le Royaume du Maroc, qui a ratifié, le 17 avril 2000, le Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, ouvert à la signature depuis le 24 septembre 1996, ne cesse de saisir toutes les occasions pour renouveler son appel pour y adhérer, à tous les États qui ne l'ont pas encore fait.

Le Maroc salue le respect des moratoires sur les essais nucléaires, tout en rappelant qu'ils ne peuvent être considérés comme une alternative à la ratification et à l'entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires. Le Maroc se félicite du lancement du processus de conférences sur les conséquences humanitaires des armes nucléaires et continuera à y participer, étant précisé que ce processus peut apporter une réelle valeur ajoutée aux efforts visant la réalisation d'un monde sans armes nucléaires.

Le Maroc soutient le renforcement du régime de garanties de l'AIEA et a contribué à tous les efforts visant à réaliser cet objectif. Le Maroc a, depuis toujours, souligné la nécessité de mettre à la disposition de l'Agence tous les moyens nécessaires afin de lui permettre de s'acquitter efficacement de son mandat en matière de garanties.

Le Maroc, qui a coprésidé avec la France, les 24 et 25 septembre 2009, la Conférence de l'article XIV du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires, a élaboré un plan d'action (2009-2011), afin de promouvoir la ratification et l'entrée en vigueur de ce Traité, et ce conformément à la Déclaration finale adoptée par consensus lors de cette Conférence.

Le Royaume du Maroc, conscient du caractère complexe du phénomène et de la menace terroriste, partage entièrement les préoccupations de la communauté internationale relatives à la prolifération des armes de destruction massive. Aussi a-t-il mis régulièrement à jour son rapport national, conformément au paragraphe 4 de la résolution 1540 (2004) du Conseil de sécurité.

Le Royaume du Maroc, qui a présidé la Sixième Commission de l'Assemblée générale lors de la cinquante-neuvième session, en 2005, a participé à l'émergence d'un consensus pour adopter la Convention internationale pour la répression des actes de terrorisme nucléaire (voir résolution 59/290 de l'Assemblée générale, annexe). Il s'agit d'un pas significatif dans la lutte internationale contre le terrorisme international dans toutes ses formes et ses manifestations. Le Maroc a signé cette Convention le 19 avril 2006 et en est devenu partie depuis le 23 février 2010.

Le Royaume du Maroc contribue également aux efforts entrepris dans le cadre des initiatives volontaires de la non-prolifération. À cet effet, le Maroc préside, depuis 2011, le groupe de travail sur la préparation et la réponse aux incidents radiologiques et nucléaires de l'Initiative globale de lutte contre le terrorisme nucléaire. Il a organisé, à cet effet, la première réunion plénière de cette Initiative, les 30 et 31 octobre 2006, ainsi que les réunions du groupe d'évaluation et de mise en œuvre, en 2012 et 2015. Le Maroc est également devenu, depuis le 18 mai 2008, partenaire de l'Initiative de sécurité contre la prolifération.

Le Maroc a organisé plusieurs activités, dont un exercice international sur la réponse à un acte malveillant impliquant des matières radioactives, et l'exercice de grande ampleur dit « ConvEx-3 » combinant les aspects de sûreté et de sécurité nucléaires, en collaboration avec des partenaires internationaux, dont l'AIEA.

Le Maroc abrite, depuis 2011, un Centre d'excellence de prévention des risques nucléaires, radiologiques, biologiques et chimiques, à Rabat, pour les pays africains riverains de la façade Atlantique, en coopération avec les Nations Unies et l'Union européenne, l'objectif étant de renforcer les capacités des pays de la région en matière de réponse et de mitigation des risques posés par les agents nucléaires, radiologiques, biologiques et chimiques.

La mise en œuvre des recommandations des conférences d'examen du Traité sur la non-prolifération

Le Royaume du Maroc confirme son ferme attachement au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires et son respect profond des principes et objectifs qui le sous-tendent, ainsi que son engagement à l'application stricte de toutes ses dispositions.

Le Royaume du Maroc estime que le Traité sur la non-prolifération constitue le référentiel du régime de non-prolifération nucléaire et considère qu'il est un instrument clé dans le cadre de la préservation de la paix et de la sécurité mondiale.

Les développements enregistrés récemment en matière de sécurité internationale ont, clairement, mis à l'évidence l'importance capitale du Traité sur la non-prolifération et la nécessité de le consolider et de préserver sa crédibilité, afin de garantir la réussite des efforts déployés contre les menaces terroristes nucléaires et leurs réseaux et contre la prolifération des armes de destruction massive.

Le Royaume du Maroc considère qu'il est impératif que les dispositions du Traité sur la non-prolifération et des obligations qui en découlent soient respectées par tous les États parties. De même, les mesures préconisées par les décisions des conférences d'examen constituent des contrats dont le plein respect nous permettra d'avancer collectivement vers la réalisation des objectifs du Traité.

Le Royaume du Maroc, en tant qu'État partie au Traité sur la non-prolifération, a régulièrement adhéré aux décisions relatives au renforcement du processus d'examen du Traité, tout en ayant toujours fait partie des initiatives visant le renforcement de l'autorité de ce régime et la promotion de son universalité.

Le Royaume du Maroc a également soutenu toutes les résolutions adoptées par l'Assemblée générale visant à promouvoir le désarmement et la non-prolifération nucléaires, ainsi que la sécurité nucléaire.

Le Royaume du Maroc continue à déployer ses efforts en faveur du déblocage des travaux de la Conférence du désarmement. À cet effet, il ne manquera pas, lors de sa présidence de la Conférence en 2015 :

- De soutenir l'ouverture de négociations pour l'élaboration d'un traité interdisant la production des matières fissiles à des fins de mise au point d'armes nucléaires;
- D'œuvrer pour lancer les négociations d'un instrument juridique sur les assurances de sécurité négatives;
- D'appuyer le lancement des négociations pour l'adoption d'une convention internationale sur le désarmement nucléaire.

Le Royaume du Maroc réitère son attachement au droit inaliénable des États parties du Traité sur la non-prolifération à développer la recherche, la production et

l'utilisation de l'énergie et des techniques à des fins pacifiques, en vertu de l'article IV du Traité, dans le cadre de la coopération internationale, et sous le contrôle de l'AIEA.

Le Maroc souligne que l'exercice de ce droit devra se faire dans le plein respect des obligations de garanties, de sûreté et de sécurité, tels que stipulé aux termes des conventions et normes internationales en la matière.

Le Maroc demeure convaincu de l'efficacité de l'approche stipulée par l'article VII du Traité sur la non-prolifération et visant la création de zones exemptes d'armes nucléaires dans toutes les régions du monde, en tant que moyen utile au renforcement du régime de non-prolifération nucléaire pour parvenir à la réalisation du désarmement nucléaire et à la consolidation de la paix et de la sécurité, sur les plans régional et international.

Le Maroc regrette que la conférence internationale pour l'établissement d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive au Moyen-Orient n'ait pas eu lieu en application du plan d'action de 2010 pour la mise en œuvre de la résolution de 1995 sur le Moyen-Orient. Cette conférence aurait pu être une occasion historique pour déclencher un processus qui permettrait de débarrasser la région des armes de destruction massive et renforcer la paix et la sécurité régionales.

À cet égard, le Maroc réitère son soutien à l'établissement d'une zone exempte d'armes nucléaires et d'armes de destruction massive au Moyen-Orient, en tant que mesure de confiance dans la région et une contribution au renforcement de la paix et de la sécurité aux niveaux régional et international.

Le Maroc demeure convaincu que la consolidation de l'approche multilatérale et la coopération internationale représentent des éléments fondateurs pour apporter des réponses universelles et efficaces aux nouvelles menaces globales.

Propositions pour la Conférence d'examen : à l'occasion de cette Conférence d'examen, le Maroc appelle les États parties à explorer les moyens pour réaliser des progrès dans les domaines suivants :

a) **L'amélioration du processus préparatoire.** L'expérience a démontré que différer la négociation jusqu'aux derniers jours de la troisième réunion du Comité préparatoire n'est pas productif. Il faudra, par exemple, penser à dévouer toute la troisième réunion, à l'exception des premiers jours réservés au débat général, à une négociation véritable d'un projet de document final de la Conférence d'examen;

b) **La visibilité.** Même si les conférences d'examen n'ont pas accompagné les mesures agréées ou le plan d'action d'un calendrier précis, il serait dommageable de considérer que l'application de ces mesures pourrait être différé indéfiniment. Il est devenu nécessaire d'établir un cadre temporel comprenant des délais réalistes, au moins pour les mesures déjà agréées;

c) **La vérification.** Le domaine du désarmement est le seul pilier du Traité dépourvu de mécanismes de vérification. Si la mise en place d'un régime complet de vérification semble hors de portée dans le contexte actuel, il faudra néanmoins s'accorder sur des mesures permettant au processus d'examen et aux États parties de vérifier la mise en œuvre des mesures agréées dans le cadre des conférences d'examen. Un tel mécanisme constituerait une mesure de confiance importante pour les États non dotés d'armes nucléaires;

d) **La responsabilité et l'imputabilité.** La Conférence d'examen et les réunions de son Comité préparatoire devraient servir de cadre d'examen et de suivi. À titre d'exemple, les rapports soumis par les États dotés d'armes nucléaires sur la mise en œuvre des décisions relatives au désarmement pourraient faire l'objet d'un examen, qui pourrait donner lieu à des recommandations.
